



**Semaine du 12 Mai au 16 Mai
2025.**

**SUD Santé Sociaux 31
appelle les salariés et agents à
converger et à se mobiliser**

SUD Santé Sociaux 31 appelle dans l'intérêt collectif et général à solidarité, mobilisation et convergence des luttes avec les salariés et agents, les 13, 15 et 16 mai à Toulouse.

SUD Santé Sociaux 31 soutient l'appel à mobilisation nationale du 12 au 16 mai 2025 lancé par le Collectif du travail social en lutte, pour la revalorisation des salaires, l'amélioration de nos conditions de travail et d'accueil des familles et enfants que nous accompagnons au quotidien et la défense de nos conventions collectives et acquis.

Si une convention collective unique étendue est mise en place, nous demandons à ce qu'elle soit protectrice de tous les salariés, qu'elle intègre l'ensemble des avantages conventionnels acquis et qu'elle soit progressive en termes de salaires et de moyens.

SUD Santé Sociaux 31 n'appelle pas à soutenir l'action de la CNAPE et du « collectif des 400000 » sur Toulouse le 15 mai 2025, car ce mouvement est initié entre autres par les organisations patronales (Fehap, Nexem, CRf, ...) alors qu'elles participent de la précarisation des salariés en œuvrant à la destruction de nos conventions collectives et acquis.

SUD Santé Sociaux 31 est :

- Contre la destruction de nos conventions collectives et acquis.
- Contre la destruction des services à la personne, des associations et services publics.
- Contre leur marchandisation et leur privatisation au profit des intérêts individuels, actionnaires, fonds de pension.

SUD Santé Sociaux 31 appelle :

- Les sections syndicales à tenir des piquets d'information ou des Assemblées générales de salariés sur ou devant leurs établissements.
- Le 13 mai 2025 à 13h30, sur les allées Jean Jaurès à Toulouse à rejoindre la mobilisation pour la défense des services publics en défilant derrière la banderole du travail social.
- Le 15 mai 2025 à 11h30, place Wilson à Toulouse à une distribution militante, publique et médiatique de tracts.
- Le 16 mai 2025 à 11h devant le CDEF 31, 425 Route de Launaguet à Toulouse contre cette organisation qui maltraite les enfants au mépris de toutes les règles.

Par ces actions SUD Santé Sociaux 31 dénonce :

- L'irresponsabilité des pouvoirs publics, de l'Etat et collectivités territoriales qui ont désinvesti le secteur privé (associatif et lucratif) comme les services publics.
- La responsabilité des organisations patronales (Axess, Nexem, Fehap, CRf,...) qui programment la précarisation de nos métiers.
- L'hypocrisie de la majorité de nos employeurs qui acceptent la démarche libérale de marchandisation, de concurrence, d'appel d'offre, de contrôles (séraphin Ph, T2a, ...) , d'individualisation des carrières, de licenciement abusif, de délations, d'iniquité et cela pour préserver quelques avantages catégoriels et personnels.
- Le management autoritaire de plus en plus d'usage sous couvert de « dialogue social ».

SUD Santé Sociaux 31 dénonce ces employeurs qui adaptent trop souvent les règles, remettent en question quotidiennement les droits des salariés, usent de pressions, de sanctions voire de licenciements parfois abusifs.

SUD Santé Sociaux 31 dénonce aussi leur démagogie quand certains proposent aux salariés le paiement des heures de grève quand ils appellent à un mouvement alors qu'ils remettent régulièrement en cause ce même droit de faire grève.

SUD Santé Sociaux 31 réclame plus de justice sociale et salariale :

- De justes salaires pour les travailleurs et travailleuses de nos secteurs.
- Des conditions de travail soutenables.
- Des conditions d'accueil dignes, protectrices des publics.

Si ces revendications passent par une convention collective unique et étendue, elle doit être protectrice et de haut niveau. C'est pourtant le contraire que proposent les organisations patronales ces derniers mois : un nivellement par le bas, une remise en cause des acquis et une attaque contre les droits sociaux.

Une convention collective ne doit pas être un outil d'austérité, mais un levier pour plus d'égalité, de progrès social et de reconnaissance de nos métiers.